

# Déclaration d'organisation de gauche grecques après l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos

jeudi 11 décembre 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2008).

**Nous publions ci-dessous des déclarations d'organisations grecques après l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos par la police. Nous compléterons cette page quand nous recevrons de nouveaux documents en français.**

**D'autres déclarations sont publiées en anglais sur ESSF.**

---

## ***Communiqué - Appel***

***des organisations de la gauche révolutionnaire grecque ARAN, ARAS, EEK, EKKE, K.O. Anasintaxi, NAR, OKDE Spartakos, OKDE, SEK Front ENANTIA et MERA***

## **A bas le gouvernement des assassins**

ESCALADE DE LA RESISTANCE, RENVERSEMENT DE LA POLITIQUE DE REPRESSION, DU SOUTIENT AU CAPITAL ET DU RACISME

TOUS ET TOUTES

A LA MANIFESTATION POPULAIRE DU LUNDI 12 DECEMBRE

PARTICIPEZ MASSIVEMENT A LA GREVE DU MERCREDI 10 DECEMBRE

APPEL A LA GREVE GENERALE LE JOUR DES OBSEQUES DE ALEXIS

Les organisations

de la gauche anticapitaliste qui signons le présent communiqué dénonçons l'assassinat de sang froid du jeune Alexis

Grigoropoulos par les flics des forces spéciales le soir du samedi 6 décembre. Nous saluons les mobilisations et les manifestations populaires qui parcourent tout le pays et condamnent massivement le gouvernement des assassins.

Ce crime cruel n'est pas un accident. Ce n'est pas le résultat d'une « *formation défectueuse* » des agents de police ou d'un « *manque de sang-froid* ». La cause de cet assassinat se trouve dans la politique

agressive pro-capitaliste et anti-populaire du gouvernement de droite.

Il s'agit d'une politique qui

- renforce l'État policier et les forces de répression,
- légalise l'utilisation des armes à feu contre les manifestants.

En même temps, cette politique accélère la privatisation de la compagnie aérienne publique Olympique, des ports et des communications ; démolit la sécurité sociale, la santé publique et

l'éducation nationale. C'est une politique caractérisée par une attaque particulièrement violente contre la jeunesse. C'est une politique de violation des droits de l'Homme, marquée par

- les enlèvements en collaboration avec le CIA de citoyens d'origine pakistanaise,
- les écoutes téléphoniques (scandale de vodaphone),
- les attaques policières particulièrement violentes et parfois meurtrières contre les émigrés clandestins ou non contre les demandeurs d'asile et les groupes marginalisés de la population grecque.

C'est une politique qui passe par le Parlement avec les lois « *anti-terroristes* » et les lois qui mettent en place toutes les directives de l'Union européenne en faveur du profit capitaliste et contre les droits sociaux.

C'est la politique qui, avec les lois récentes sur la restructuration des universités, ouvre la voie vers l'apparition des universités privées et la soumission complète de l'éducation supérieure au profit capitaliste.

C'est une politique qui attaque le revenu populaire, diminue les salaires et le pouvoir d'achat des classes populaires et renforce le pillage fiscal des salariés. Dans le contexte de la crise financière le gouvernement de la droite offre des milliards d'euros aux banquiers et cherche les « *coupables* » dans le quartier de Exarchia et chez les émigrés des champs d'Agios Panteleimon et de Patras.

Le gouvernement de droite, après l'assassinat barbare d'Alexis Grigoropoulos, continue sa politique de répression. La mobilisation et la violence des CRS et de la police est sans précédent. Mais la riposte populaire est également sans précédent. La mobilisation du peuple peut de temps après l'assassinat est massive et spontanée partout en Grèce et témoigne la combativité du mouvement populaire.

Pour le gouvernement et le capital le peuple et la jeunesse sont l'ennemi. Pour cette raison la violence de la police et la propagande calomnieuse des médias contre le mouvement populaire s'accroît. L'attitude politique condescendant du PASOK (Partie socialiste) renforce en pratique le gouvernement. En plus le PASOK donne un message pour la période suivante ; sa politique sera toujours orientée en faveur

du profit capitaliste, des privatisation et de l'application du Pacte de stabilité de l'Union européenne. Sa politique ne sera pas une garantie mais elle se retournera contre les besoins des classes populaires et de la jeunesse.

Une grand partie des salariés, des paysans et de la jeunesse comprend aujourd'hui la nature de la politique anti-populaire et répressive mise en œuvre par le gouvernement de la droite, l'Union européenne et le capital. Le rage social s'amplifie. Les salariés, les jeunes et les paysans descendent dans les rues et lutent contre cette politique.

Nos organisations participent à l'amplification de la riposte populaire partout en Grèce. La riposte à l'assassinat barbare d'Alexis doit s'amplifier et joindre entre elles les barricades des paysans sur les autoroutes nationales, les facultés occupées par les étudiants et les grèves des ouvriers.

Aujourd'hui l'inactivité n'est pas justifiée. L'explosion de la rage ne suffit pas !

La lute collective, massive, organisée, dans chaque lieu de travail, dans chaque faculté, dans chaque école, dans chaque quartier est nécessaire.

Notre but est la transformation de chaque lieu social en noyau de résistance et de lutte. Notre but est la contribution à la construction d'un large front pour renverser non seulement le gouvernement mais chaque aspect de la politique en faveur du profit capitaliste et conte les besoins populaires. Une étape importante est la participation massive aux manifestations contre l'assassinat d'Alexis et à la grève générale du mercredi 10 décembre.

- Démission immédiate des ministres Pavlopoulos et Chinofotis
- A bas le gouvernement des assassins, à bas la politique de la droite
- Pution exemplaire des assassins
- Désarmement immédiat de la police
- Dehors les CRS et les forces de l'ordre des lieux de manifestation et du centre d'Athènes
- Dissolution immédiate des CRS et des services spéciaux
- Libération immédiate des manifestants arrêtés par la police
- Abrogation des lois anti-terroriste et de la législation autoritaire
- Le capital doit payer la crise mais pas les salariés et la jeunesse
- Amplification la lutte pour la protection des droits sociaux, pour la protection des droits politiques des salariés et de la jeunesse

8 décembre 2008

---

## **Déclaration du président du groupe parlementaire de la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) Alekos Alavanos**

Athènes, 7 décembre 2008

SYRIZA participe à la profonde douleur et à la colère de la famille du lycéen Alexis Grigoropoulos. Au désespoir et à la rage de toute la jeunesse.

Il n'y a aucune excuse. Ce jeune de 16 ans prend place aux côtés de tous les combattants de la jeunesse, Petroulas, Komninou, Sotiropoulou, Kaltezas, dont la vie a été fauchée uniquement parce qu'ils aimaient la liberté.

En Grèce, sous le gouvernement de la « Nouvelle Démocratie », être jeune est en soi un délit. On n'assassine pas la jeunesse uniquement avec des balles. Mais aussi avec le chômage, la précarité, la soumission de l'Éducation au profit, avec l'absence d'espoir et de perspective.

La « Nouvelle Démocratie » ne peut pas rester au gouvernement de ce pays.

Nous appelons la jeunesse lycéenne, étudiante et travailleuse, ainsi que tous les citoyens à riposter de façon combative, massivement, pacifiquement. Avec le droit au travail et à l'université publique, qu'ils luttent pour la démocratie et les libertés, pour le droit à la vie en tant que telle.

Quand ces objectifs seront atteints la mémoire de leur camarade de classe sera honorée. Le mot d'ordre (de l'insurrection de l'École Polytechnique de 1973 contre la dictature des colonels) « Pain, Éducation, Liberté » est de nouveau d'actualité.

Ce gouvernement doit mettre immédiatement un terme à la présence provocatrice des unités de la police anti-émeutes (MAT équivalent grec des CRS), qui doivent de toute façon être dissoutes. Il porte la responsabilité intégrale de toute éventuelle continuation de la stratégie de la tension et de la violence.

(traduction Stathis Kouvélakis)

---

## **Déclaration du président de la Coalition de Gauche Alexis Tsipras**

Athènes, 8 décembre 2008

Depuis maintenant deux jours, une vague sans précédent de rage et d'exaspération déferle dans les rues, les places, des écoles et les universités.

Une révolte inédite et spontanée de la jeunesse transforme en cri les paroles qui sont actuellement dans la bouche de tout citoyen démocrate : « Ça suffit maintenant » !

Jusqu'à présent, nous savions qu'être jeune et contester, qu'être jeune et avoir des rêves était un délit grave dans ce pays. Nous apprenons que ce délit peut désormais à l'occasion être puni par la privation de la vie elle-même.

La responsabilité politique du premier ministre est lourde. Au lieu de l'assumer, il préfère toutefois refuser les démissions des ministres immédiatement concernés, il adopte la version du « fait isolé » et il cherche refuge derrière les vitrines cassées.

Notre gauche n'adopte pas de telles pratiques et ne peut en être considérée comme responsable. Elle refuse cependant de les mettre au même niveau qu'une exécution de sang-froid.

L'assassinant d'Alexis nous concerne tous.

Nous sommes tous partie prenante de cette révolte spontanée qui exige la dignité et le droit à la vie.

Aujourd'hui il n'y a pas de place pour les hésitations. Ou bien nous prenons notre vie en main, ou bien nous aurons peur de marcher dans la rue. Ou bien nous arrêtons la politique qui a armé l'assassin, la politique de l'impunité et de la criminalisation des luttes sociales de la jeunesse, ou bien nous vivrons sous la terreur.

(traduction Stathis Kouvélakis)

---

## **Communiqué du Nouveau Courant de Gauche (NAR) - Grèce**

*La traduction ci-dessous est imparfaite, nous la corrigerons dès que possible.*

NAR dénonce le meurtre de sang froid d'un jeune homme de 16 ans par « des gardes spéciaux de police », samedi soir à Eksarxia. Il ne s'agit pas d'une initiative isolée ou d'un instant malheureux.

Le gouvernement de Caramanlis en porte toute la responsabilité politique. Il avait préparé les forces de répression :

- Avec la légalisation de l'emploi de canons d'armes contre les manifestations étudiantes.
- Avec l'orgie permanente de répression contre les mobilisations de la jeunesse et les travailleurs.
- Avec l'envahissement d' Eksarxia par les policiers et la transformation du centre d'Athènes (et d'autres villes) en zones occupées par le CPS contre « l'ennemi de peuple ».

Gouvernement et Etat préparent « leur talon de fer » pour écraser les résistances sociales, qui seront aiguisées en raison de l'attaque terrible que prépare le capital contre les ouvriers et les travailleurs en vue de surmonter sa crise.

Avec la nouvelle vague de licenciements, la nouvelle pauvreté et les propositions des industriels grecs pour « demi- travail - demi- vie », le système doit être cuirassé.

Terrorisme du capital à l'usine, terrorisme de la police dans les rues. Nous n'avons aucune illusion pour leur soit-disant remise en ordre par la justice de leur système. Nous avons vu récemment que les policières qui ont participé à l'attaque insupportable contre l'étudiant chypriote à Thessalonique n'ont pas été puni. (1).

La punition sera politique, elle sera donnée par le mouvement et sera dure ! Le gouvernement de Caramanlis assassine ! Le gouvernement du pillage des droits du peuple et de la jeunesse, de la répression permanente, doit être renversé. Le système qui sacrifie un jeune de 16 ans sur l'autel de la violence d'Etat ira au dépotoir de l'histoire. Pour une société où les jeunes marcheront et vivront libres !

Une réaction immédiate est exigée. Le mouvement populaire massif doit sortir dans les rues, avec des manifestations-occupations, grâce la coordination des associations ouvrières et de la jeunesse et des associations et avec coordination des forces de gauche, pour un mouvement massif politique de renversement de l'orgie de l'Etat - de violence gouvernementale et d'attaque anti-ouvrière.

- Que les ministres Pavlopoulos et Chinofotis démissionnent maintenant, punition exemplaire immédiate des coupables
  - En bas le gouvernement des meurtriers de la Nouvelle Démocratie
  - Désarmement immédiat de la police, dehors les forces d'occupation du centre d'Athènes.
- Dissolution maintenant de CRS.

Mouvement de renversement pour les libertés de notre époque, en conflit avec le capitalisme qui tue (au travail, à la guerre et à la ville) et le totalitarisme parlementaire moderne.

Athènes décembre 2008

(1) Il y a deux ans, un groupe des flics -dont des gradés- ont mis à tabac longuement en plein centre de Thessalonique un jeune étudiant qui a été hospitalisé pendant des mois sans jamais se rétablir totalement. L'affaire a fait scandale car la scène du passage à tabac avait été filmée par un passant. Les flics et leurs avocats ont toujours nié les faits arguant que le jeune étudiant s'est blessé de lui-même en tombant sur une... « jardinière » (ESSF).